

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

Un an. 6 mois. 3 mois.  
Paris. . . . . 24 12 7  
Départements. . 36 18 4  
Etranger. . . . 48 24 13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

## AVIS IMPORTANT.

Le Comité d'agriculture et de colonisation institué par la Commune de Paris prévient tous les citoyens agriculteurs de France qu'il se chargera gratuitement de l'analyse de tous les terrains dont ils voudraient bien lui envoyer des échantillons. Il indiquera par suite les divers amendements qui doivent être apportés dans la culture du sol. Convaincu de la nécessité de donner une vigoureuse impulsion à l'agriculture, il ne doute pas que tous les hommes de cœur et de science ne se rallient à lui. Il faut asseoir la République sur ses véritables bases.

S'adresser franco au bureau du journal, au citoyen Scipion Dumoulin, chimiste agricole.

Paris, 5 mai.

L'Assemblée nationale est installée. Jamais convocation plus solennelle ne fit siéger Dieu sur les consciences. Le pays attend ; la société est au moule. Il s'agit de réaliser les promesses de la philosophie, de récolter les fruits du labeur humain. Que les esprits se recueillent, que les cœurs de bonne volonté s'unissent.

Nous sommes dans le passage d'un monde à un autre. L'instinct palpitant des masses se tourne avec angoisse vers la configuration nouvelle de la société. L'avenir est trop chargé d'événements humains, trop d'idées se pressent à l'embouchure de l'Assemblée constituante, pour que la politique seule donne une satisfaction aux besoins moraux et matériels de la France. Il faut remonter plus haut. La philosophie, la science économique, la religion, ont avec les intérêts mêmes de la société toutes sortes de liens qu'on ne brise pas impunément. Pour que l'œuvre de l'Assemblée nationale soit fructueuse, il faut que ce soit avant tout une assemblée de doctrines, un concile d'idées.

Pouvons-nous espérer ce caractère révélateur des hommes qui viennent aujourd'hui siéger sur les bancs de l'ancien palais Bourbon ? Les éléments de notre représentation nationale ne sont ni bien homogènes ni bien purs ; mais quand même cette chambre serait animée d'un esprit rétrograde, il ne faudrait point encore désespérer des destinées de la France. Pressée de toutes parts, elle sera bien contrainte de céder à la masse des intérêts qui s'agitent dans la classe ouvrière. L'inspiration lui viendra du peuple.

Notre premier devoir est de conserver la Révolution. Il faut que les journaux, les clubs, les assemblées populaires exercent sur les travaux de l'Assemblée une surveillance incessante. Ayons l'œil ouvert : ce sont nos intérêts les plus sacrés, ceux de nos femmes, de nos enfants qui sont en cause. Prenons garde de les compromettre.

tre par notre insouciance. A chaque pas de la réaction, à chaque tentative d'empiétement sur nos droits, opposons une résistance morale qui défie les sinistres projets de nos adversaires. Les événements et les idées commandent les hommes. Entretenons dans le pays l'énergie du sentiment démocratique ; nous créerons ainsi une force sous laquelle l'Assemblée la moins révolutionnaire serait contrainte de plier.

Les législateurs ne font que traduire en formules pratiques les idées des philosophes. Semons ces idées dans la nation par tous les moyens de propagande ; nous ébranlerons alors, bon gré malgré, l'indifférence de nos représentants pour les doctrines socialistes. Quand la masse s'agit, elle détermine le mouvement de toutes ses parties. Nous n'attendons pas l'impulsion de l'Assemblée, nous l'attendons du dehors. Les hommes ne sont rien pour nous que des porte-étendards. Peu nous importe donc d'où le mouvement viendra, pourvu que le mouvement soit.

Quand même elle serait réactionnaire, l'Assemblée nationale ne saurait prévaloir contre la souveraineté du peuple, d'où elle émane. La nation confie ses droits à ses mandataires ; mais elle ne les abdique point. Qui peut nommer peut révoquer. Ne nous effrayons donc point des bruits plus ou moins exacts qui courent sur le caractère de la nouvelle Assemblée. Elle peut tout avec la Révolution ; elle ne peut rien contre cette Révolution armée du droit et de la conscience universelle.

Dans une République, c'est le peuple qui est souverain, c'est le peuple qui gouverne. Son intervention est toujours providentielle. Il apparaît comme la loi, car nulle loi véritable n'existe en dehors de sa volonté. Ses représentants ne sont que ses organes ; soumis comme tels à l'intelligence de la nation, ils ne doivent pas commander, mais servir.

Toute doctrine qui tendrait à restreindre l'intervention directe du peuple dans ses affaires serait une hérésie. Nous qui avons foi dans la sagesse divine, manifestée par la conscience des nations, nous ne reculons devant aucune des conséquences de ce dogme. La lumière se fera à travers le bon sens des masses, ou elle ne se fera point du tout.

Démocrates dans toute l'étendue du terme, nous acceptons l'Assemblée nationale comme l'expression conditionnelle de l'esprit des masses. Tous les pouvoirs législatifs relèvent aujourd'hui du peuple ; tournés contre leur origine, ces pouvoirs cesseraient à l'instant même d'exister.

Le premier et le plus saint des devoirs de la Représentation nationale est de s'occuper de l'amélioration du sort des travailleurs. Cette ques-

tion fondamentale, agitée pendant deux mois au Luxembourg, demande aujourd'hui plus que jamais une solution prompte. Par elle en effet le peuple, le grand peuple des ouvriers, saura à quoi s'en tenir sur les intentions de l'Assemblée à son égard. Il verra s'il a vaincu aux barricades pour son propre compte ou pour le compte de ceux qui se tiennent toujours sur les derrières de l'armée et qui ne marchent les premiers que lorsqu'il s'agit de piller le camp ennemi. Qu'on s'occupe donc des travailleurs sans retard, car les hommes de février doivent aujourd'hui avoir terminé les mois de misère qu'ils avaient mis au service de la République. Ils ont versé leur sang pour la conquérir. Qu'elle avise donc avant tout aux moyens de leur assurer le pain du jour et tout le bien-être qui leur est dû.

Des bruits d'une nature fâcheuse circulent dans le département du Morbihan sur le compte du commissaire de Lorient. On parle d'antécédents qui auraient motivé sa retraite du corps de la marine, auquel il appartenait. En présence de ces bruits qui ont ému la juste susceptibilité du corps de la marine du port de Lorient et aussi celle de la population entière, il est du devoir du commissaire en question de donner immédiatement des explications nettes et franches. Tout retard, dans ces circonstances, pourrait nuire à son administration et compromettre les intérêts sacrés de la République.

La liberté de la presse a été proclamée par la République. — On a compris que ce grand principe garantissait la manifestation de toutes les vérités et devenait un obstacle invincible aux retours vers le passé. — Ce droit sacré est égal pour tous. Les partisans de la monarchie aussi bien que ceux de la République sont admis à émettre leurs idées, à discuter, à combattre les opinions de leurs adversaires. — En présence d'une liberté d'une égalité si complète, on a le droit de s'étonner de certains actes qui se passent chaque jour dans Paris. Des affiches sont lacérées parce qu'elles contiennent telles ou telles doctrines. La réaction, toujours exclusive, est seule coupable de cet odieux délit. Quand donc les ennemis de tout ce qui est lumière et progrès comprendront-ils que c'est là un attentat flagrant à la propriété. En ne respectant pas la chose d'autrui, on donne un mauvais exemple, et l'on s'expose à des représailles, qui, pour ne pas être légales, n'en seraient pas moins méritées. — Nous méprisons, pour notre compte, d'aussi basses manœuvres ; mais il est de notre devoir de le signaler. Cet avertissement suffira, nous l'espérons, pour empêcher que des actes de cette nature se reproduisent.

sent, et les bons citoyens seront les premiers à s'y opposer.

Après la proclamation de la République dans le sein de l'Assemblée nationale, les représentants du peuple, précédés des membres du Gouvernement provisoire, vinrent occuper les degrés du grand escalier du palais législatif. Chaque citoyen cherchait naturellement à distinguer ceux des représentants auxquels il portait le plus d'intérêt, lorsque la présence de l'abbé Lacordaire, représentant des Bouches-du-Rhône, vêtu en moine dominicain, costume prohibé par une loi de 1790, loi de la République qui n'a jamais été abrogée sous aucun des gouvernements qui ont régi la France depuis cette époque, excita tout à coup de violents murmures parmi les groupes stationnés à l'extrémité du pont. Un tumulte s'éleva. Les gardes nationaux et les autres citoyens prirent parti pour et contre la conduite du moine, qui, au mépris des lois républicaines, introduisait un costume défendu dans le sein de l'Assemblée nationale dès le premier jour de sa réunion.

Le caractère personnel du moine n'était nullement attaqué ; tous, au contraire, étaient d'accord que si, en attendant que son costume de représentant du peuple fût prêt, il se fût présenté en soutane, costume ordinaire des prêtres, il n'y aurait eu aucun reproche à lui adresser. Mais ses imprudentes défenses, en prétendant qu'il avait le droit de porter cet habit dans le sein de l'Assemblée nationale, provoquèrent de vives réponses, et de violentes altercations s'élevèrent. Les représentants de la nation étaient tous partis que le tumulte durait encore ; il ne fut apaisé qu'au moment où la garde nationale se retira et que tous les citoyens quittèrent la place. Après cette séparation, cet incident continuait toujours à fournir matière à discussion aux nombreux groupes qui s'éloignaient dans la direction du Pont-National.

N'est-il pas à craindre que cette provocation monastique, qui semble indiquer dans les membres du clergé appelé à l'Assemblée nationale l'intention bien prononcée de remettre en question la validité de toutes les lois de la République qui les concernent, ne nuise à l'inviolabilité de la représentation nationale ?

Il est cependant des souvenirs que l'on devrait éviter de raviver, car à peine avons-nous eu le temps de perdre de vue la conduite sous le dernier gouvernement d'un moine benédicte, ancien collègue et ami intime du moine dominicain, et sa quasi-faillite assez récente d'un million.

Il existe d'obscurs martyrs de la science qui ont eu le tort de croire qu'il fallait chercher à

FEUILLETON DE LA COMMUNE DE PARIS DU 1<sup>er</sup> MAI.

Cet écrit daté du mois d'avril 1847. L'Histoire des Girondins venait de paraître. Je la lus avidement pour faire trêve aux douleurs cruelles que me faisaient souffrir mes mains brûlées dans un incendie. C'était un soulagement, temporaire au moins, et une aspiration vers l'avenir.

Au bout d'un an, je pus entendre proclamer la République. Les sentiments exprimés ici datent de loin, comme on le voit. C'est aux lecteurs à juger quelle analogie ils peuvent avoir avec la situation présente.

## AU CITOYEN LAMARTINE.

## LE SOMNAMBULE.

1794.

30 avril 1847.

En proie à la douleur et près de rendre l'âme, Un mal-de-suivit, de l'œil, un jet de flamme S'agitait pour fuir.

Ainsi, dit-il, ma vie oscille et va s'éteindre ;

« Oui, je le sens, la mort est là, prête à m'atteindre ;  
« Frère, viens me bénir.

« Avec regret je pars ; mon âme contristée  
« Cherche sous quel drapeau doit marcher abritée  
« Ma grande nation.  
« J'espérais mieux, bien mieux ; je croyais voir l'aurore  
« Des jours d'égalité que nous promet encore  
« La Révolution.

« Mais le démon du mal encombre la carrière ;  
« Depuis tantôt vingt jours que j'ai vu Robespierre  
« Et le neuf thermidor,  
« La Révolution va retombant, proscrite,  
« Aux méchants dont l'histoire en deux mots est écrite :  
« Soit du meurtre et de l'or !

« Et pourtant, qu'elle était généreuse, sublime !  
« Comme elle ramenait, de sa voix magnanime,  
« L'homme à l'humanité !  
« Mais, en marchant, du crime elle égarait la tête ;  
« Et, menacé, le crime, afin de vivre, arrête  
« La loi d'égalité.

« Patrie ! Hélas ! au moins si quelque doux fantôme,  
« Quand je meurs, laissait choir une goutte de baume  
« Dans mon calice amer ;  
« Si des âges futurs perçant un peu le voile...  
« Mais toi, mon frère, toi qui vis briller l'étoile  
« Du célèbre Mesmer,

« Si ce qu'on nous raconte est vrai, tu peux encore  
« Exposer à mes yeux la splendeur qui décore  
« Ce merveilleux festin.  
« De la seconde vue illuminant mon être,  
« Tu peux me faire voir et m'apprendre à connaître  
« L'arcanes du destin.

« Oh ! dévoile pour moi cet imposant mystère !

« Devant mes yeux mourants fais passer une terre  
« Echappée au malheur ;  
« Arrache ma pauvre âme à l'enfer où nous sommes ;  
« Fais-moi voir la justice et l'homme aimant les hommes  
« Comme un frère sa sœur.

« Si ton art ne ment pas, frère, mon existence  
« Peut s'étendre d'un siècle, effacer la distance  
« Et les jours et le lieu.

« Oh ! soulève un instant le voile épais et sombre  
« Qui couvre l'avenir ; de mes yeux chasse l'ombre,  
« Un instant fais-moi Dieu, comme tu fais l'homme.

Quand il n'est plus d'espoir, on doit encore, bon frère,  
De la vie à la mort adoucir les chemins.  
Le frère le sentait ; cette extrême prière  
Entendue, au malade il imposa les mains.

Le paisible sommeil descendit sur sa tête ;  
Un éclair de bonheur illumina ses traits.  
Interrogé, sa voix doucement dit : « La fête  
« Que je vois, à mes yeux offre de beaux portraits.

« Mais ce sont jours passés ; et mon âme est avide,  
« B'en plus que des vieux temps, du bonheur à venir.  
« Voyez encor, faisant tapage dans le vide,  
« Ces plats diseurs, toujours prêts, à ne rien finir (1).

« Enfin ils sont muets ! — Dieu ! quel terrible orage (2)  
« Vient fondre dans la nuit sur Paris consterné !  
« Le roi, le trône à bas ! — Haine, fureur, courage...  
« Entre suisses et peuple un combat acharné (3).

III. 17

« Mon âme se perd en ces ténèbres ;

« J'étouffe sous l'air condensé,  
« Quelles sont ces torches funèbres ?  
« Deux septembre ! encor du passé,  
« Oh ! de grâce, éloignez ces ombres,  
« Fermez tous ces corridors sombres,  
« Enlevez ces corps déchirés,  
« Loin de moi, sanglantes images ;  
« Mon âme n'offre ses hommages,  
« Qu'à ceux par Dieu même inspirés.

« Le malade le teint devenait plus livide,  
« Il souffrait ; le sommeil était peuplé et lourd,  
« La respiration exhalait un bruit sourd.  
« Navré, mais attentif, ferme comme un druide,  
« L'élève de Mesmer déglutit le fluide.  
« Le malade aussitôt reprit sa douce voix.

« Dieu soit loué ! Pour notre France  
« Je vois des bataillons ! — Je vois,  
« Pleins de courage et d'espérance,  
« Nos vaillants occuper ce bois  
« Jusqu'ici sans gloire, l'Argonne.  
« L'armée arrive et s'échelonne  
« Pour venger le sol outragé.  
« Longwy, Verdun, voyez vos fêtes !  
« Les Prussiens sont de faux prophètes  
« Beaurepaire sera vengé.

« Brunswick paraît ; son canon tonne,  
« Où vont ses soldats si vantés ?  
« Devant les conscripts de l'Argonne  
« Ils reculent épouvantés. —  
« Dans Verdun rallumez les cierges ;  
« On vous ramène, ô douces vierges,  
« Vos Prussiens, ce bon peuple ami ;  
« De vos roses jonzeh la route,  
« En attendant l'autre déroute,  
« La canonade de Vaincy.



être utile à son pays. La monarchie n'avait que des dédains et des déboires pour ces hommes-là. Son but et son moyen étaient d'anéantir toute grande chose. La République aura d'autres errements. Quand le provisoire aura cessé, le Gouvernement définitif aura fait son profit de toutes les découvertes laborieuses poursuivies pendant trente années d'atrophie et de marasme. Les commis du peuple n'auront qu'à ouvrir les yeux et qu'à tendre les mains pour trouver la richesse.

Parmi ces nobles artisans de progrès qui méritent toute la reconnaissance de l'humanité, notre devoir est de signaler le citoyen Quentin-Durand, l'ingénieur inventeur de plusieurs machines qui devraient se trouver dans toutes les communes de France. L'instrument à couper la feuille du mûrier mérite spécialement l'attention des industriels séricicoles. Son prix modique (30 fr.) le rend accessible à toutes les bourses, et il est largement compensé par les services qu'elle peut rendre.

#### COMITÉ D'AGRICULTURE.

Le 30 avril, le Comité d'agriculture, qui tient ses séances, 16, rue de Rivoli, avait écrit au Gouvernement provisoire pour lui offrir, comme au représentant de la France républicaine, une machine à défrichements qui devait alléger les pénibles travaux des champs et améliorer le sort non-seulement des populations agricoles, mais encore de tous les Français.

Cette lettre est restée sans réponse; aussi le Comité agricole a adressé aujourd'hui la lettre suivante à chacun des membres du Gouvernement provisoire :

Citoyen,  
Je l'ai eu l'honneur d'écrire le 30 avril au Gouvernement provisoire pour lui offrir, au nom du Comité d'agriculture que je préside, une machine à défrichements mue par la vapeur et lui demander qu'elle fit partie du cortège le jour de la cérémonie.

Je n'ai reçu aucune réponse à cette lettre que j'ai envoyée en double exemplaire.

Je ne sais à quoi attribuer ce silence d'un gouvernement issu du peuple quand on lui offre un moyen d'améliorer immédiatement les conditions d'existence du peuple.

J'espère donc, citoyen, que, sans tarder, vous ferez réponse à ma lettre et à mon offre.

#### Correspondance.

Le citoyen Viennet nous écrit pour protester contre l'accusation portée contre lui par l'Impartial du Nord d'être rédacteur de l'Assemblée nationale.

De son côté, le citoyen Charles Reybaud en appelle à notre esprit de justice pour nier sa collaboration au même journal.

Voici la lettre que nous avons reçue :

Citoyen,  
On me communique seulement aujourd'hui le numéro du 4<sup>er</sup> mai de la Commune de Paris, qui, sur la foi d'un journal du Nord, me met au nombre des rédacteurs de l'Assemblée nationale.

Le fait est faux. Depuis le 24 février, je n'ai coopéré à la rédaction d'aucun journal. Je veux bien répondre de mes écrits et de mes actes; vous me permettrez de ne pas accepter la responsabilité des fautes d'autrui.

La brochure ci-jointe, que j'ai fait imprimer et distribuer à quelques amis, est le seul acte de presse qui m'appartienne. Quoique déjà vieille de six semaines, je vous la remets volontiers pour que vous puissiez, si cela vous convient, apprécier mes véritables sentiments. Mes opinions ne sont pas les vôtres, car avant d'arriver aux expériences sociales, je demande qu'on expérimente, ce qui n'a jamais été essayé en France, la liberté; mais je ne renoncerais jamais le jugement d'un homme de cœur et de loyauté dont les sincères

convictions ne peuvent être mises en doute par personne.

Faites de ma brochure et de ma lettre ce que vous voudrez. Je ne tiens nullement à ce qu'on s'occupe de moi. Ce que j'attends de vous, ce que vous ferez par esprit de justice, c'est de déclarer en une ligne que l'Impartial du Nord a été mal informé et que je n'appartiens pas à la rédaction de l'Assemblée nationale.

« Salut et fraternité. »

« Ch. REYBAUD, »

« 10, place Bréda. »

« Paris, 3 mai 1848. »

Paris, le 5 mai 1848.

A M. le rédacteur de la Commune de Paris.  
La 8<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, réunie ce matin pour la nomination de son conseil de famille, a entendu la lecture de l'article de votre journal qui la concerne et commençant par ces mots :

« Est-il vrai..... »

Voici notre réponse. L'assertion dont il s'agit est de pure invention. La compagnie tout entière proteste contre une pareille accusation, comme elle repousserait toute idée de désordre, de quel que nature qu'elle fût.

Nous attendons de votre loyauté l'insertion de notre lettre dans votre journal de demain, et recevez, monsieur le rédacteur, l'assurance de notre parfaite considération.

Barrère, capitaine en 1<sup>er</sup>; Béchegrin, capitaine en 2<sup>e</sup>; Fissot aîné, sergent-fourrier; C. Fessart, grenadier; Charles, id.

Citoyen rédacteur,

Plusieurs journaux ont parlé de la scandaleuse nomination de M. Perrot à la cour d'appel; mais que dire de la nomination du gendre de M. Rolland de Villargues, conseiller à la cour, le sieur Destrem, avocat, qui vient d'être nommé juge au tribunal de la Seine et qui disait à chacun : « Qu'attendu les services signalés de son beau-père, M. Hébert le nommerait juge au 1<sup>er</sup> janvier 1848? »

Le 1<sup>er</sup> janvier, l'ex-garde des sceaux Hébert n'a pas nommé l'avocat Destrem, parce que, pour oser faire juger une pareille nullité, il fallait que le beau-père prit sa retraite. M. Rolland de Villargues y avait consenti, et le sieur Destrem devait passer à la tête de l'ex-roi, au 1<sup>er</sup> mai, toujours sous la condition de la retraite du beau-père.

La fête de l'honnête Louis-Philippe a manqué, mais non la place à l'avocat Destrem! Il est vrai que le beau-père, qui donne Hébert devait donner sa démission, ne la donne pas, qu'il la conserve et que son beau-fils est juge!...

Bonne République! paye donc les dettes de Louis-Philippe!

Paris, 4 mai 1848.

Au citoyen président du Comité d'agriculture.  
Aujourd'hui,

Que, par des raisons qu'il est inutile d'énumérer, les élections ne paraissent pas avoir été aussi favorables au parti démocratique qu'on pouvait l'espérer;

Que le peuple, par lui-même s'éloigne de quelques-uns de ses chefs;

Que l'aristocratie bourgeoise, habile comme toutes les aristocraties, parait vouloir prendre la tutelle des intérêts populaires, en formant des commandites pour les travailleurs avec association du Gouvernement;

C'est une heureuse et féconde idée que celle que vous avez eue en fondant le Comité d'agriculture et de colonisation. Dans l'état de lutte où nous nous trouvons, c'est un devoir pour les patriotes de serrer leurs rangs et de se ranger sous leurs bannières. Sorti du peuple et peuple moi-même, je viens solliciter l'honneur

de partager les travaux du Comité de colonisation.

Soldat sous votre présidence, je serais heureux de prendre part aux batailles que vous livrez à l'association bourgeoise dans le champ des idées, batailles toujours fécondes, mais jamais sanglantes.

Heureux je serais de pouvoir joindre mes efforts aux vôtres pour augmenter le moyen du bien-être général et celui des classes laborieuses en particulier.

Quelle grande et belle du ciel, car vainqueur ou vaincu, nul n'aura de larmes à répandre.

Il n'y aura plus de classes en France; il n'y aura plus qu'un peuple, un peuple de frères.

Salut et fraternité.

BOUFFARD, géographe,

18, rue de Lascases.

Nous prions le citoyen Bouffard de passer dans les bureaux du Comité d'agriculture.

#### Évangile républicain.

(Suite de la publication du 4 mai.)

##### ÉPIQUE.

Sur l'égalité des droits des hommes.

Tout homme qui veut la liberté a droit à ses privilèges. Rien ne peut les lui disputer, soit que l'Europe ait vu naître, soit qu'il ait habité les déserts de la noire Afrique. L'homme est toujours homme, n'importe son pays, sa couleur. Longtemps la politique inhumaine des despotes a fait le trafic barbare des nègres; les vendeurs et les acquéreurs étaient aussi abominables les uns que les autres aux yeux de la nature. — Que l'on ne vante point l'humanité du peuple français; lorsqu'il a prononcé les droits des hommes de couleur, il n'a fait que suivre l'impulsion de la nature et la voix de la liberté, qui ne connaît ni temps, ni lieux, ni climats, ni pays, parce qu'elle ne voit qu'une patrie, l'univers!

##### ÉVANGILE.

En ce temps-là les rebelles, voyant qu'ils ne pourraient avoir le dessus et que la République serait triomphante, voulurent se venger des patriotes. Ils se précipitèrent sur Châlier, président d'un district, et le traînèrent au supplice. Frappé déjà d'un coup mortel, le martyr généreux s'écria : « Bourreau, attache-moi donc un cord. Ne sais-tu pas que je meurs pour la liberté? »

#### Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars dernier, relatif à l'administration des biens de l'ancienne liste civile;

Vu celui du 5 du même mois, portant création d'une commission de liquidation pour les mêmes biens;

Vu l'arrêté du 18 du même mois, qui fait rentrer les musées du Louvre, du Luxembourg, de Versailles et les galeries des anciennes résidences royales dans les attributions du département de l'intérieur, et les manufactures de Sevres, des Gobelins et de Beauvais, dans celles du département du commerce;

Vu l'arrêté du 27 du même mois, qui ordonne la remise des bois et forêts de l'ancienne liste civile à l'administration des forêts de l'Etat;

Considérant que l'ancienne liste civile ayant cessé d'exister, tous les biens meubles et immeubles qui, aux termes de la loi du 2 mars 1852, composaient la dotation de la couronne, sont rentrés de plein droit dans le domaine de l'Etat;

Que des lors ces biens doivent être régis et administrés dans la même forme et sous la même autorité que les autres propriétés nationales,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. L'administration des domaines prendra possession de tous les biens meubles et immeubles qui composaient l'ancienne dotation de la couronne, à l'exception de ceux qui auraient été régulièrement affectés ou remis à des services publics par actes des autorités compétentes.

Art. 2. Le ministre des finances, sur la proposition de l'administration des domaines, prescrira les mesures d'exécution les plus propres à assurer cette prise de possession dans un bref délai.

Fait à Paris, le 27 avril 1848, en conseil de Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire,

Vu le titre V de la loi du 28 avril 1816;

Vu l'ordonnance du 27 août 1859, relative à la fixation du prix des tabacs,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir de la publication du présent décret, le prix de vente du tabac ordinaire, en poudre et à fumer, et qui a été fixé, par l'ordonnance du 27 août 1859, à 7 fr. le kilogramme pour les débitants, est élevé à 7 fr. 25 c. Celui pour les consommateurs est maintenu au prix actuel de 8 fr.

Art. 2. Le prix du tabac à prix réduits, en poudre et à fumer, qui est maintenant de 5 fr. 55 c. le kilogramme pour les débitants, est fixé à 5 fr. 80 c. Il n'est rien changé au prix actuel de 6 fr. 50 c. pour les consommateurs.

Fait à Paris, le 2 mai 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN AUDRY DE PUYRAVEAU, DOYEN D'ÂGE.

Séance du 5 mai.

A une heure, le citoyen Audry de Puyraveau monte au siège de la présidence. Les huissiers invitent les représentants à prendre leurs places. L'Assemblée est peu nombreuse. On remarque qu'aucun des représentants n'est revêtu de signes distinctifs; les huissiers seuls ont conservé leur brassard et la ceinture tricolore.

Le procès-verbal est lu et adopté sans réclamation. L'ordre du jour est la suite de l'examen des pouvoirs.

Le citoyen Germain Sarrut, rapporteur du 8<sup>e</sup> bureau, propose l'admission des représentants élus dans les départements du Lot, du Loiret et de la Manche. (Adopté.)

Le même rapporteur propose l'admission immédiate des citoyens Commandré et Renouard pour la Lozère, et demande l'ajournement de l'admission de l'abbé Fayet et du citoyen Desmolles jusqu'après enquête.

Une voix. Le renvoi jusqu'après la constitution.

Le citoyen Jules Favre dit que les pièces qu'il a recueillies officiellement au 8<sup>e</sup> bureau, qui devaient connaître des élections des citoyens Fayet et Desmolles, avaient été adressées au ministère de l'intérieur; qu'il lui avait semblé que ces élections étaient entachées d'obscureurs sacerdotales d'une part et de corruption d'autre part; qu'il y avait lieu à une enquête.

Le 8<sup>e</sup> bureau conclut à l'ajournement jusqu'après enquête.

L'abbé Fayet, essaye de combattre les conclusions de la commission. Mais la faiblesse de son organe est couverte par les cris de l'Assemblée, qui demande l'ajournement. L'ajournement est prononcé.

Les élections du Cher sont validées. L'admission du citoyen Corali, nommé dans la Haute-Vienne, est ajournée.

Le citoyen Leyraud. Je monte à cette tribune, et j'en demande pardon à l'Assemblée; mais dans les circonstances graves qui affligent la ville de Limoges.

Voix à droite. L'ordre du jour.

LE CITOYEN ETIENNE ARAGO. Attendez la consti

« Où laisses-tu ta renommée,  
« Brunswick? toi, le Mars allemand?  
« Où tuit donc si bien ton armée?  
« Ainsi que le fer suit l'armant,  
« Jusqu'aux bords du Rhin elle arrive  
« Ardente à gagner l'autre rive,  
« Elle bravait quand tu parais,  
« Patience! encore une étape,  
« Tu verras Clairfayt à Jemmape  
« Et l'aérostat de Fleurus.

« Qui marche vers le cimetière?  
« Louis Seize, les Girondins,  
« La rime, Danton, Robespierre...  
« Oh! passons vite aux muscadins.  
« Mais avant eux, combien d'orgies!  
« Que de sanglantes effusions,  
« De boue et d'or chez Tallien!  
« Rousseau, lève-toi de la tombe!  
« Pudeur, famille, honneur, tout tombe!  
« Plus d'amour généreux, plus rien.

« L'immonde orgie a pris la place  
« Du banquet décent et joyeux;  
« Le cynisme effrene remplace  
« La courtoisie et les doux jeux.  
« Voyez ces beautés plus qu'humaines,  
« Se drapant en dames romaines,  
« Pieds nus, ornés de diamants;  
« Comme si dans la Rome antique  
« On eût grandi la République  
« A courir la chasse aux amants.

« Tel est, peuple, la digne race  
« Félise du neuf thermidor,  
« Qui, tout ce beau monde à la trace,  
« Et marche au dix-huit fructidor.

« Sais-tu pourquoi tant de souillure  
« Degrade ton habit de bure,  
« Sous les sordides oppresseurs?  
« C'est que ta sève évaporée  
« Laissa la jeunesse dorée  
« Immober les grands défenseurs.

« Voici Barras, l'impudent galonné;  
« Barras félon, orgueilleux, voleur,  
« Il passe fier dans la ville étonnée  
« Comme à la foire un grossier bateleur.

« Honnêtes gens, Cohier, La Réveillère,  
« Sieyès, penseur, et toi, brave Moutin,  
« Quelle fatale et funeste lumière  
« Ainsi vous pousse à marcher au déclin!

« Avec Barras, quoi! vous prenez l'empire!  
« Votre manège va couvrir ses excès!  
« Prenez-y garde! il vous trompe, il conspire  
« Votre ruine et celle des Français.

« De la vertu la voix pleure et vous crie :  
« — Avec le crime, on ne peut rien de bon. —  
« Ouvrez les yeux, régents de la patrie :  
« Barras la vend aux princes de Bourbon.

« Vous hésitez?... Adieu la République!  
« Au moins, sauvez l'honneur de votre nom!  
« Voici venir le vainqueur italique :  
« De son brumaire il porte le canon.

« Oh! montrez-moi de plus nobles augures;  
« Vers le passé revoyez un moment  
« Vers l'Egypte, là-bas, soleil nouveau se lève,  
« La révolution regarde : il est son fils!

« Hoche, Marceau, magnanimes figures!  
« Salut, honneur à votre monument.

« A ces deux noms il faut unir les vôtres,  
« Desaix, Kleber, demi-deux africains;  
« De liberté, d'honneur, vaillants apôtres,  
« Drapes de gloire et morts républicains.

« Anges guerriers, jamais vos grandes âmes  
« Ne fléchissaient devant l'ambition;  
« Calmes et fiers, dans un cercle de flammes  
« Vous combattiez, mais pour la nation.

« Vous combattiez pour le droit, la justice,  
« L'égalité, le peuple souverain;  
« Entre le crime et vous point d'armistice!  
« Ailleurs si doux, votre cœur fut d'airain.

« Pour repousser l'influence perfide,  
« Le faux élat d'un astre injurieux;  
« Héros, jamais votre front intimidé  
« Ne s'éclaira que d'un rayon des cieux.

« J'entends encor cette voix prophétique  
« Qui murmurait autour de mon berceau,  
« Ecoutez bien : c'est l'hymne patriotique  
« Dire : Kleber, Desaix, Hoche, Marceau.

« Vous, qui si haut avez monté la France,  
« Soyez toujours benis et glorieux;  
« Restez la foi, l'honneur et l'espérance  
« De l'avenir; restez nos demi-dieux!

« Vers l'Egypte, là-bas, soleil nouveau se lève,  
« La révolution regarde : il est son fils!

« La patrie et la gloire admirent leur élève,  
« Va-t-il jeter au monde un de ces grands défis

« Qui brisent d'un seul coup toute la loi pas-ée  
« Et de l'humanité relabassent les droits?  
« A-t-il d'un Washington l'âme avec la pensée?  
« Est-il l'homme fait ange? ou moins, le roi des rois?

« Il surgit comme un astre immense  
« A grands pas mesurant les aîrs.  
« A peine sa course commence  
« Et son nom emplit l'univers.

« Deux fois vainqueur en Ausonie,  
« Vainqueur au rivage africain,  
« Tel apparut, beau de génie,  
« Bonaparte républicain.

« Mais par l'ambition fatale  
« Le grand homme est vite emporté.  
« Sous la couronne impériale  
« Il étouffe la liberté.

« Centre de gloire et de puissance,  
« Sur le monde il répand l'effroi;  
« Pour lui, c'est trop peu de la France!  
« Des rois il veut être le roi.

« A ce haut front, le diadème  
« Resplendissait comme un beau jour;  
« La France y voyait son emblème  
« De grandeur, de force et d'amour.

« Sa tête enfantait des miracles;  
« Par lui le monde, fasciné,  
« Soumis, attendait ses oracles!  
« De Dieu c'était le premier né.

« Courbée un temps sous la conquête,  
« L'Europe enfin brandit ses fers;  
« Les bris et les jette à la tête  
« Du géant au jour des revers.



tution. Nous n'avons pas mission en ce moment (Bruit confus.)

LE CITOYEN LEYRAUD. Je vous demande pardon. Je viens interrompre le citoyen ministre de l'intérieur sur les événements, qui ont agité et agitent encore la ville de Limoges. (Bruit confus.)

Un membre, avec force. L'ordre du jour!

Voix. Après la constitution.

LE CITOYEN LEYRAUD. Il me semble, citoyens, qu'il y a urgence. Les travailleurs attendent avec impatience que l'Assemblée se prononce sur leur sort. (Le citoyen Ledru-Rollin se lève pour répondre; mais les cris d'impatience des deux côtés de l'Assemblée forcent le citoyen Leyraud à abandonner la tribune.)

LE CITOYEN BAC, avec feu. Je suis prêt à donner à la chambre les explications qui concernent les événements qui ont agité la ville de Limoges des qu'elle l'exigera.

En masse. Non, non! l'ordre du jour, l'ordre du jour!

L'ordre du jour est prononcé à une grande majorité

L'Assemblée admet sans discussion les élections faites dans les départements de la Charente-Inférieure, du Rhône, de la Corrèze, du Jura, de la Vienne, du Puy-de-Dôme, des Hautes et Basses-Pyrénées.

L'élection des citoyens Lenglet et Denissel (du Pas-de-Calais), renvoyée à la commission, est reconnue valide. — L'admission est prononcée.

Un membre de l'hémicycle du fond monte à la tribune pour se plaindre de la mauvaise disposition de la salle, qui ne permet pas qu'on entende les orateurs et les interruptions qui partent des divers côtés de la salle. Il demande qu'il soit avisé pour que la tribune soit changée de place.

Voix nombreuses. Appuyé! appuyé!

Les élections du Morbihan, des Hautes-Alpes, de l'Ain et de l'Ardèche sont appuyées par la commission, qui propose l'admission. — Adopté.

Pendant la lecture des rapports, on a remarqué que les citoyens Louis Blanc, Barbès, Etienne et Emmanuel Arrago ont quitté leurs places pour venir causer avec le citoyen Caussidière. Ce colloque, dont rien ne les distrait, se rattache, dit-on, à la demande de plusieurs clubs qui veulent qu'une tribune leur soit consacrée dans les séances.

Plusieurs membres du fond de la salle quittent spontanément leurs places; ils se plaignent de ne rien entendre de ce qui se passe à la tribune. Ils demandent qu'il soit pris des mesures pour obvier à ce grave inconvénient.

Voix nombreuses. Appuyé.

L'élection du citoyen Laurent, de l'Ardèche, est vivement contestée par les membres de la commission. L'Assemblée, consultée, valide l'élection.

LE CITOYEN ISAMBERT propose, au nom du 7<sup>e</sup> bureau, l'admission des citoyens élus dans le département de l'Hérault. Il demande l'ajournement de celle du citoyen Brives. Cette élection est ajournée.

Le citoyen président invite les membres du 16<sup>e</sup> bureau à se rendre dans le sein de la commission. Cette invitation, répétée par un huissier, excite l'hilarité de l'Assemblée.

L'élection de la Haute-Garonne est admise.

Les membres du 16<sup>e</sup> bureau quittent la salle.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Je consulte l'Assemblée pour savoir si elle entend procéder à la nomination de son président.

Voix nombreuses. Oui, oui.

LE CITOYEN ABATUCCI. Avant de procéder à la nomination du président, il faut d'abord que l'Assemblée sache quelle sera la durée de ses pouvoirs et dans quelles conditions elle entend faire cette nomination.

Une voix du fond. L'Assemblée ne relève que d'elle-même; elle doit procéder par ordre et terminer d'abord la vérification des pouvoirs. Il y a des élections ajournées, et l'Assemblée ne peut, sans porter atteinte à la liberté des votes, procé-

der en l'absence des représentants dont l'élection sera très-probablement ratifiée.

LE CITOYEN SARRUT. L'Assemblée a un règlement provisoire: les secrétaires font l'appel des scrutateurs au sort.

UNE VOIX. C'est impossible: tous les noms ne sont pas connus; ils ne peuvent être tirés au sort.

LE CITOYEN BAC. Les élections pour les départements ne sont pas toutes vérifiées. Les représentants ne sont pas tous dans cette enceinte; c'est un droit sacré que chacun d'eux peut venir ici réclamer; leur absence ne peut leur être préjudiciable. (Cris: Aux voix! aux voix!)

Le président consulte l'Assemblée à l'effet de savoir si la nomination du président sera faite en l'absence des élections ajournées. L'Assemblée, à une forte majorité, se prononce en ce sens:

LE CITOYEN DEMOSTHÈNES OLLIVIER. Sans préjudicier en rien la décision que vient de prendre l'Assemblée, je crois qu'il faut qu'elle décide quelle sera la durée. Sera-ce pour un mois ou pour un an? (Cris confus. Un mois! un mois!)

Le président consulte l'Assemblée; elle se lève en masse et décide que le président sera nommé pour un mois.

Un membre à droite. L'Assemblée entend-elle que cette nomination soit faite à la majorité relative ou absolue? (Vives dénégations.)

Voix nombreuses. Absolue, absolue.

LE CITOYEN MURAT. Il n'y a pas d'opposition.

LE CITOYEN ABATUCCI. Il faut voter à la majorité absolue pour consacrer la règle.

Voix nombreuses. Oui, oui. Appuyé.

La proposition est adoptée.

Les scrutateurs choisis par le président sont appelés par sections et à haute voix par l'un des secrétaires du bureau.

LE CITOYEN PRÉSIDENT. Le scrutin est ouvert.

Une voix. Comment voterons-nous?

LE CITOYEN SECRÉTAIRE. Par départements, puisqu'il n'y a pas de liste.

On procède à l'appel nominal par départements. Il est trois heures moins un quart. A quatre heures, la moitié des membres ne sont point encore appelés.

Voici le résultat du scrutin:

Nombre des votants, 727

Majorité absolue, 364

Le citoyen Buchez a obtenu 582 voix.

Le citoyen Trélat, 254

Le citoyen Recurt, 91

Le citoyen Worhaye, 5

Le citoyen Cornemine, 5

Le citoyen Buchez a été proclamé président de l'Assemblée nationale.

On lit dans le Courrier français:

« Toutes les passions viles d'un siècle sans courage et sans foi, scepticisme aveugle, basse jalousie, cupidité misérable, égoïsme impuissant, esprit des disputes vaines, tout sera consumé par le feu de la Révolution. La vieille société, tombée plutôt par la pourriture que par la bataille, est étendue sur le fumier de Job. Nous n'avons pas peur de voir ses membres dispersés s'agiter encore; nous ne sommes pas étonnés que les partis renversés dans la poussière jettent avec violence les derniers cris de l'agonie. A cette heure solennelle, la Révolution va faire sortir la vie de la pourriture, les vertus généreuses des vices honteux, la science nouvelle des vieilles doctrines de la corruption et de la tyrannie.

« De grands citoyens sortiront des masses profondes de la démocratie et renverseront les sophismes par les vérités fécondes venues des nobles inspirations du cœur. Que vont devenir les dynasties usurpatrices? les dynasties du droit divin? que vont devenir leurs défenseurs aveugles et ceux qui cherchent peut-être à cette heure un autre nom pour déguiser un despotisme de création nouvelle? Vous tous, rognés pédautes ou écoliers mutins, ambitieux pusillanimes ou politiques sournois, baillonneurs de la presse, four-

nisseurs des cellules du Mont-Saint-Michel, votre règne s'achève!

« Vous avez pu, encore une fois, surprendre la religion du peuple, pénétrer à travers le dédain dans l'enceinte législative; réjouissez-vous de votre dernier triomphe! Bientôt vous n'aurez plus d'autre rôle que de garder le silence quand il s'agira de donner des lois à ce peuple dont vous avez toujours nié les droits sacrés. Nous ne craignons ni vos projets ni la pauvre logique de vos séides. La Révolution triomphera fatalement. Vous avez mis le pied dans la Révolution; comme les damnés du Dante, laissez l'espérance à la porte! »

On lit dans la Presse du peuple, journal fondé par le citoyen Gustave Biard, typographe:

« La France a grandi sous la féodalité, la théocratie, l'absolutisme, la charte, mystification à l'anglaise. Elle a terminé ses classes et vient de passer ses vacances. Des Cassandres ridicules l'accusent seuls d'être bruyantes et désordonnées. Elle va commencer ses hautes études. Son énergie même, bien dirigée, est l'annonce du point élevé qu'elle peut et voudra atteindre dans les sciences, les arts et les lettres, sous le professorat de la Constitution et des Législatives. Mais des pédagogues, qui ont voulu et voudront peut-être continuer sa tulle au delà de sa minorité, vont proposer, comme précédemment, des mesures restrictives, c'est-à-dire l'escamotage à leur profit de sa sainte trinité: Liberté, Egalité, Fraternité. Nous avons deux mis renoncé à éduquer le peuple, sage et modéré comme nous. Devant le danger des réactions, je me joins à vous pour éviter les révolutions violentes à venir, en parlant au bon sens public et en apportant mon grain de sable à la construction de cet édifice majestueux d'une nouvelle République que la France élève devant l'admiration des peuples encore à l'école. Salut et fraternité! »

POURRAT-ALOF.

## TROUBLES DANS LES DÉPARTEMENTS.

SOMME. — Amiens. — On nous écrit: « Des bruits inquiétants, des calomnies odieuses sont répandus parmi notre population. Des alarmistes, des réactionnaires annoncent que des ouvriers de Paris ou de Rouen sont en marche sur Amiens. Depuis deux jours, les maisons de plusieurs honorables citoyens sont marquées nuitamment de croix blanches, rouges ou noires, ainsi que cela a eu lieu à Rouen et à Marseille. On parle de menaces d'incendie sur différents points. La ville est sillonnée en tous sens par des patrouilles de garde nationale, de garde mobile, de troupes de ligne, de cuirassiers et de gendarmes. Pourquoi ce déploiement de force, ces craintes? Veut-on que la vue contagieuse des armes inspire quelque mauvaise pensée? Attend-on une occasion? elle ne naîtra pas. Mais si le contraire arrivait, à qui la faute, sinon aux criminels alarmistes? »

HAUTE-MARNE. — Langres. — Les habitants des campagnes qui étaient venus à la foire pour y vendre leur bétail, croyant que depuis la Révolution de février, ils pouvaient s'affranchir du paiement du droit que la ville percevait sur les placards occupés par les marchands de toute nature, ont accueilli le commissaire de police, lorsqu'il s'est présenté sur la foire au bétail pour cette perception, par des refus et des injures. La gendarmerie s'est présentée pour lui prêter main forte, et a été repoussée à son tour; un gendarme a eu même son habit déchiré. La troupe de ligne a dissipé les mutins. On a fait des arrestations.

(L'Echo du peuple.)

SEINE-ET-OISE. — Elbeuf. — On apprend vendredi matin que l'on se battait à Rouen au sujet des élections et que nos deux compagnies de troupes de ligne avaient reçu l'ordre de partir pour Rouen. — Les ouvriers s'émurent; en un

clin d'œil, les ateliers furent déserts et des rassemblements se formèrent devant la place de l'Hôtel-de-Ville, avec le dessein d'empêcher la troupe de partir. Mais déjà les deux adjoints provisoires et le sous-commissaire général avaient, dit-on, pris la résolution de garder la troupe à Elbeuf. Tout se serait terminé là si le rapport n'eût été battu par toute la ville. — Tous les gardes nationaux courent s'armer: les ouvriers s'imaginent qu'on veut encore faire partir la troupe de ligne et se mettent à faire une barricade à la porte de Rouen pour barrer le passage.

Quelques actes de violence ont lieu vis-à-vis de quelques gardes nationaux pour les désarmer: les ouvriers s'aperçoivent que des fusils sont chargés; de là exaspération chez eux aussi bien que chez les gardes nationaux désarmés.

Il était une heure; l'irritation des gardes nationaux renfermés dans la cour de l'hôtel de ville s'accroissait par l'inaction. Un groupe se forme devant la porte. Un coup de pistolet chargé à poudre est tiré par un enfant sur la sentinelle. Aussitôt plusieurs gardes nationaux sortent et tirent sept ou huit coups de fusil sur la foule, et deux hommes sont blessés. Le conseil municipal envoie immédiatement requérir la troupe de ligne. En ce moment, les gardes nationaux envahissent de force la salle du conseil; sur la demande des envahisseurs, vingt et un nouveaux membres sont adjoints au conseil, et pendant quelques instants une confusion inexprimable règne à l'hôtel de ville.

Le reste de la journée s'est passé en patrouilles d'un côté, et de l'autre en construction de barricades.

Dans la soirée, les ouvriers ont tenté de tous les moyens de conciliation. Le lendemain matin, tout semblait calmé, lorsque des gardes nationaux déterminèrent par des agressions imprudentes de nouvelles victimes.

— Suivant une lettre d'aujourd'hui même, la garde nationale userait avec fort peu de modération d'une victoire qu'elle aurait dû oublier déjà. Il a été question de mettre en prison le sous-commissaire du Gouvernement. Des arrestations nombreuses ont eu lieu, et l'on a pu voir un prisonnier enchaîné comme un forçat, escorté par 2,000 hommes.

Du reste, il n'est pas question de la République, et pas un cri patriotique n'est sorti des rangs de nos gardes nationaux. Ils célèbrent leur facile triomphe en prodiguant des libations à la troupe, qu'ils semblent vouloir rendre solidaire de ce qui s'est passé.

— Aujourd'hui, nous nous bornons à protester de toutes nos forces contre les accusations de communisme qui sont dirigées contre les patriotes.

Il paraît que c'est le mot d'ordre. On n'ose pas crer: « A bas les républicains. » Mais on les accuse d'être communistes, anarchistes, etc... Il court dans le pays certains mouchards soudoyés qui répandent ces calomnies. Le devoir de tout bon citoyen est d'arrêter quiconque répand ces bruits qui portent le trouble dans les esprits et tendent à déconsidérer les patriotes.

Nous demandons formellement que le Gouvernement provisoire, à Paris, et que ses représentants en province prennent des mesures contre les calomnieux qui cherchent à jeter la discorde et à mener la guerre civile.

En attendant, que chacun songe à se défendre contre le résultat de ces basses manœuvres qui ne respectent aucune réputation, si intégrale qu'elle soit, et que les honnêtes gens surveillent les calomnieux, qui sont de véritables anarchistes soudoyés...

On le voit, partout le même trio, partout le même mot d'ordre contre les républicains. Qu'en diront maintenant les réactionnaires? Nieront-ils toujours?

Aristocrates de tous les ordres, trembleurs de tous les régimes, subventionnés de tous les étages, cessez vos cris... autrement nous ferons en-

« Jadis l'enfant de la patrie.

« Par elle aidé, brisait les rois.

« L'égalité, par lui flétrie,

« Ne l'aidait plus cette fois.

« Il tomba. Le plus haut génie,

« Isolé, demeure impuissant.

« La trahison, la félonie,

« Abattent l'aigle renaissant.

« La nation, pleurant sa gloire,

« Sur l'ordre insolent des Pandours,

« Honteuse, va passer la Loire!

« O République! où sont tes jours?

« Du destin énigme profonde!

« L'aigle qui, de mont en clocher,

« Planait glorieux sur le monde,

« Cloué, là-bas, sur un rocher!

« Aux rois il faisait peur encore,

« Captif mourant. Sous les barreaux

« L'immortalité le décoré

« Et crie: « Infamie aux bourreaux! »

« Quelle chute! Un héros ainsi mourir! Furies,

« Qu'il avez égaré par tant de flatteries,

« Fugitive ambition, tyrannie, ah! combien

« Son âme, en s'exhalant, dut vous maudire! Au bien

« Cette grande figure était prédestinée.

« C'est vous qui, lui montrant sa race couronnée,

« L'empêchâtes de voir qu'un manteau d'empereur

« Est loin, bien loin, d'atteindre au tout céleste hon-

« D'avoir régénéré sa patrie et le monde; lueur

« Qui mende en carrosse et se traîne à genoux,

« Puis, gorgée une fois, se dit: « Relevons-nous!

« Maintenant qu'à la cour on nous a fait large-se,

« Contre tous ceux d'en bas retournons la richesse. »

« Le pauvre peuple alors, de qui tout bien descend,

« Dont on mange la chair et dont on boit le sang,

« Se voit, à petit bruit, tué par l'égoïsme,

« Lui qui du dévouement a toujours l'héroïsme.

« A grand-peine on lui laisse un pain pour se nourrir,

« Procréter son espèce, et puis après mourir (5).

« Tels sont du capital les calculs froids, infâmes!

« Nul n'y peut échapper: filles, enfants et femmes,

« A force de labeur, de misère et de faim,

« Avant l'âge épuisés se traînent vers la fin (6).

« L'oligarchie outre-manche enfouit dans son domaine,

« Aux entrailles du sol, la créature humaine.

« Cet être que Dieu fit libre, égal et pareil,

« Sans avoir vu jamais un rayon de soleil (7),

« Naît aux mines, grandit et meurt. O fanatisme

« Du capital! ô race atroce! ô despotisme! »

Le malade étouffait sous l'indignation.

Son bon frère calma cette agitation.

« Qu'elle dût être amère ta souffrance

« Quand, loin du peuple, il te fallut mourir!

« Lorsque ton âme dit: « Adieu, ma France! »

« Grand empereur, combien tu dus souffrir!

« Hélas! hélas! pourquoi Jésus lui-même

« N'a-t-il d'un souffle enrichi ton berceau?

« Lui qui disait: « Heureux qui toujours aime

« Son frère et Dieu. » Pourquoi du grand Rousseau

« Ne vis-tu pas l'âme grave et brûlante

« Servir de mère à ton cœur enfantin?

« Elle eût gardé ta marche vacillante;

« Peut-être eût-elle élevé ton destin.

« Le diadème, alors, et les empires

« Eussent paru bien moins grands à tes yeux

« Que le bonheur d'abattre ces vampires

« Nourris toujours du sang des malheureux.

« Génie armé pour le bien de la terre,

« Elle t'eût dit: — « Frappe nos ennemis;

« Eux déracés, pose le cimetière

« Et dis au monde, au nom du droit soumis:

« Libres, égaux, suivez la loi suprême

« De dévouement et de fraternité.

« A la loi seule il faut un diadème,

« Je le lui rends, peuples! l'humanité

« Bien mieux que moi vous dira quelle voie

« S'ouvre nouvelle et vous mène au bonheur.

« Vivez égaux, libres; que je le voie:

« C'est là ma gloire et mon trône d'honneur! »

« Tu n'aurais pas ainsi vu les barbares

« Fouler ta France et lui clouer les mains,

« Souiller ton nom, outrager nos dieux Lares,

« Te faire esclave avec tous les humains.

« Hélas! hélas! si haute destinée

« Ne put t'échoir! — Pourtant sois avec nous;

« Ton âme ici ne sera point damnée;

« Plus d'un encoir te révère à genoux.

« Grand empereur! ta lumineuse étoile,

« Pâlie un jour, éclate au front des cieux.

« L'ambition morte, il n'est plus de voile:

« Dors dans ta gloire, archange radieux.

VIII.

« Laissons la branche restanquée;

« Barons, jésuites et couvents.

« De là la royauté sacrée

« Flotte, hésite et craque à tous vents.

« On dit: « L'homme au petit chapeau

« Vient à la mode nouveau? — Silence!

« On dit: « L'homme au petit chapeau

« Revient; dans les airs se balance,

« Comme en son temps, le vieux drapeau. »

« Non. C'est juillet mil huit cent trente.

« Le peuple, inquiet, étouffé,

« Défend une charte expirante,

« Et le roi Charles est détrôné.

« Le peuple est, selon l'habitude,

« Brave, grand, vainqueur généreux.

« Voyant cette belle attitude,

« L'intrigue et la fourbe à l'œil creux

« Vite escamotent la victoire.

« Le lion confiant s'endort.

« Soudain d'une habile écritoire

« Surgit la charte du veau d'or.

« Le pouvoir nouveau s'inaugure

« Au nom du principe bourgeois,

« Sous sa main tout se défigure,

« Justice, honneur, courage, lois.

« Mais de nouveau voici l'orage.

« Le peuple regarde, ahuri,

« Ce dernier élan du courage.

« C'est le canon de Saint-Méry.

« Ils sont deux contre cent! — Qu'importe?

« Tous se défendront jusqu'au bout.

« Mais bientôt la mitraille emporte

« Ceux qui voulaient rester debout.

« Puis Lyon, souffrante, irritée:

« — Nous voulons vivre en travaillant,

« Dit sa race déshéritée,

« Ou bien mourir en combattant! »



tendre le nôtre!... Soit dit une fois pour toutes.  
(La Ruche de la Dordogne).

## Compte rendu des Clubs.

CLUB DES RÉPUBLICAINS UNIS DE MONTMARTRE.

Le citoyen Himet, secrétaire, demande qu'une adresse soit portée à l'Assemblée nationale pour demander qu'un de ses premiers actes soit la ratification du décret du Gouvernement provisoire qui déclare propriété nationale tous les biens laissés en France par l'ex-roi Louis-Philippe.

« Que l'Assemblée décrète immédiatement la vente de tous ces biens, soit en entier, soit par portion. Si les créanciers ne pouvaient solder le prix en son entier, on devrait créer des bons hypothécaires transmissibles au porteur et payables avec intérêts à diverses époques déterminées. »

« Ou, comme cela se fait en Allemagne, créer une loterie avec un très grand nombre de séries, dont les lots seraient les châteaux, parcs, fermes et autres biens ou meubles devenus par ce décret propriétés nationales. »

Par ces moyens, le citoyen Himet pense trouver une ressource pour l'Etat, le commerce et le peuple travailleur, contre la crise financière qui nous a été léguée par l'infâme gouvernement de juillet. — Acceptée à l'unanimité par l'Assemblée, qui décide qu'un extrait du procès-verbal portant cette proposition sera adressé au président de chaque club, en le priant d'en donner connaissance aux membres composant sa réunion en en les invitant de se joindre à nous pour la prompte réalisation de la proposition.

Salut et fraternité.

Les membres du bureau,

CHAUTARD, président; HIMET, secrétaire.

Séance du 5 mai. — Le citoyen L. Villevielle lit une proclamation du Club central démocratique de la garde nationale, ainsi conçue :

« Aux citoyens de la garde nationale et de l'armée, à Rouen. »

« Citoyens, »

« En lisant le récit des déplorables événements qui viennent de se passer dans votre ville, en même temps que nous étions saisis de pitié pour de malheureux ouvriers égarés par des fureurs de désordre et d'anarchie, nous avons été frappés de votre conduite patiente, humaine et énergique lorsqu'il l'a fallu absolument. »

« Honneur à vous! courageux citoyens, qui avez si bien compris que la République ne peut exister grande et pure sans l'ordre dans la liberté. »

« L'exemple que vous venez de donner sera suivi, car le salut de la société tout entière en dépend. La garde nationale de Paris saura, savez-en convaincus, faire respecter l'indépendance de l'Assemblée nationale et combattre comme vous toutes les factions ennemies de la République. »

Le citoyen Villevielle. — Je demanderai comment ces gardes nationaux, qui usurpent le titre de démocrates et violent notre devise, comprennent la pitié quand ils disent : « L'exemple que vous avez donné sera suivi. » C'est-à-dire, vous avez assassiné des ouvriers, nous continuerons, nous en ferons autant. »

Notre langue n'est pas celle de la bourgeoisie, vous allez en juger : « Nous avons été frappés de votre conduite patiente, humaine, énergique. » S'ils qualifient de patience, d'humanité, d'énergie, l'action de frapper des hommes sans défense; nous, nous appelons cela : violence, cruauté, lâcheté. »

Ils se font ensuite des compliments : « Honneur à vous, courageux citoyens! » Honneur à vous, en effet, qui avez répandu des flots de sang populaire sans avoir à déplorer la perte d'un seul de vos! Et quel contraste avec ce qui se passe à Limoges! Là, c'est la classe ouvrière qui

l'a emporté, et comment use-t-elle de sa victoire? quel est le sang que cette victoire a coûté?

Le manifeste se termine ainsi : « L'exemple que vous venez de donner sera suivi, car le salut de la société tout entière en dépend; la garde nationale de Paris saura, savez-en convaincus, faire respecter l'indépendance de l'Assemblée nationale et combattre comme vous toutes les factions ennemies. » C'est au nom de la garde nationale parisienne tout entière que ce club annonce à la bourgeoisie rouennaise que vous suivrez tous son exemple. De quel droit parle-t-il en votre nom, quel pouvoir lui avez-vous donné? « La garde nationale saura faire respecter l'indépendance de l'Assemblée nationale. » Oui, si l'Assemblée nationale comprend son mandat, si elle pose notre République sur des bases démocratiques, sur des bases où notre grande devise ne sera pas faussée; sans quoi nous dirons avec Robespierre : « Le peuple est le souverain, le gouvernement est sa propriété, les fonctionnaires publics sont ses commis. Le peuple peut, quand il lui plaît, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires. Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs! »

Il est décidé à l'unanimité qu'une protestation sera faite au nom du club des Républicains réunis, et le manifeste suivant est adopté à l'unanimité :

« A nos frères les ouvriers de Rouen! »

« Un manifeste a été fait par une fraction de la garde nationale de Paris au nom de la garde nationale entière pour féliciter les bourgeois de Rouen. Nous venons franchement vous déclarer que nous donnons un démenti formel à ceux qui se sont servis de notre nom pour jeter sur vous le mépris. En échange nous vous offrons toutes nos sympathies. »

L. FEUILLOLEY, président.

E. FESSARD, secrétaire.

Le président du club de l'Arsenal ayant annoncé à ce club que le Gouvernement provisoire avait pris des arrangements pour que trois cartes d'entrée à l'Assemblée nationale fussent données chaque jour à des délégués de ces clubs après, toutefois, que l'on aurait examiné leurs tendances, le club démocratique de l'Arsenal a décidé qu'il ne devait y avoir d'exclusion pour personne et que, pour sa part, il refuserait cette faveur, si tous les autres clubs n'en jouissaient également, quelles que fussent d'ailleurs leurs tendances et leurs opinions.

Salut et fraternité.

A. Mérienne, ouvrier.

Le 5 mai 1848.

Le club démocratique Saint-Maur, sans préjuger sur la conduite tenue par le 28<sup>e</sup> de ligne dans les troubles à jamais regrettables qui ont ensanglanté la ville de Rouen, a décidé, dans sa séance du 5, qu'une pétition serait présentée au ministre de la guerre pour que, dans l'intérêt de l'ordre, ce régiment, dont quelques journaux ont annoncé l'arrivée à Paris, reçoive une autre destination.

Dans sa séance du 5, le Club démocratique Saint-Maur a décidé qu'un appel serait incessamment fait à tous les clubs et comités électoraux de Paris et des départements, pour réunir toutes les professions de foi des représentants. Il invite tous les clubs de Paris à prendre cette proposition en considération, et à se concerter entre eux pour former une commission centrale à qui les professions de foi seraient adressées.

Le président, RENAUD.

## Étranger.

PORTUGAL.

— Les journaux de Lisbonne du 22 annoncent

le prochain départ de M. Costa-Cabral pour Madrid. On le dit chargé d'une mission de la plus haute importance pour le gouvernement espagnol; il s'agirait, assure-t-on, d'un traité d'alliance entre l'Espagne et le Portugal.

(International de Bayonne.)

## ESPAGNE.

Valence a failli être, le 24 avril, le théâtre d'une insurrection pareille à celle du 26 mars dernier à Madrid. Le plan des conjurés était, assurément, parfaitement combiné : chacun devait sortir de chez lui sans armes à la pointe du jour, et chaque section devait se réunir sur un point désigné de la ville. Un coup de fusil tiré dans chaque section réunie était le signal de l'attaque, et les conjurés devaient aussitôt chercher à s'emparer de diverses maisons d'où la lutte pouvait être engagée de la manière la plus avantageuse.

Le chef politique ayant reçu avis, à trois heures du matin, que l'insurrection devait éclater à quatre heures, a pris immédiatement des mesures avec le général commandant. Les points de réunion ont été occupés à l'avance par des détachements de la garde civile et de la police; quelques arrestations ont été opérées. On a trouvé un dépôt peu important d'armes à feu et de cartouches; en un mot, la conjuration a avorté.

(International de Bayonne.)

## ITALIE.

La Patria de Florence du 26 avril annonce que la flotte française, en partant de Livourne, devait se rendre à Naples.

Cette flotte a jeté l'ancre à Livourne le 22 avril; elle était composée de quatre vaisseaux : l'Iéna, de 90 canons; le Jupiter, de 90 canons; l'Asmodée et le Panama, chacun de 46 canons. Les deux derniers sont des bateaux à vapeur.

Le vice-amiral Baudin avait arboré le drapeau amiral sur le Jupiter. Il est descendu à terre le 24 avril; il a été accueilli par des vivats prolongés de toute la population italienne. Il y a répondu en disant combien il lui était doux de revoir la terre toscane après 36 ans d'absence, et il a fini en criant *Vive l'Italie!*

— L'Epoca de Rome du 22 avril publie un décret du roi de Naples qui déclare illégale, nulle et sans effet la déchéance prononcée contre lui par le parlement de Sicile.

## SUISSE.

Bâle-Campagne. — Hecker est arrivé à Liestal avec son aide de camp, Scheninger. Il a demandé asile au gouvernement, et il en a reçu les meilleures assurances. Il s'est retiré à Muttentz; on ne pense pas qu'il fasse un long séjour parmi nous.

Thurgovie. — L'heure dernière des couvents paraît avoir sonné en Thurgovie. Le département de l'intérieur vient de présenter au grand conseil un projet ainsi conçu : Les abbayes de Kreuzlingen, de Fischingen, Ittingen, de Frauenfeld, de Danikon et de Feldbach, sont supprimées; les biens de ces couvents passeront au domaine de l'Etat pour être employés au profit de l'église, des écoles et des pauvres.

Valais. — Les restes du Sonderbund s'agitent encore dans quelques cantons. On a tenté de provoquer des désordres à Montley, le 26 avril, jour de l'ère. Un homme tristement célèbre par ses exploits sanglants contre les libéraux, Pierre Jardinier, a fait feu sur les gendarmes, tandis que trois de ses neveux criaient *Vive le Sonderbund!* La tentative a échoué; le Jardinier est arrêté.

(La Suisse.)

## Faits divers.

On lit dans le Morning Chronicle : « On vend à Londres actuellement une belle collection de tableaux qui a appartenu à Casimir Perier, ancien ministre de France. »

Nous soupçonnons fort que cette collection n'appartient pas à Casimir Perier. Le ci devant roi a probablement exécuté de longue date une razzia dans nos musées pour servir de pendant aux coupes sombres de nos forêts. Certaines gens, nous voulons dire les rois, font argent de tout; les preuves de cette assertion sont suffisamment écrites dans leur histoire.

(La Réforme.)

— Les trente-trois citoyens élus par le département de la Seine, ont été admis et proclamés représentants du peuple. — L'élection seule du citoyen Schmit est ajournée.

— Le 1<sup>er</sup> mai 1848, jour de la fête du roi, soixante-cinq jours après la révolution, l'évocation des troubles de Rouen a été confiée à M. FRANK-CARRÉ.

Vive la République!

— La nouvelle du départ du comte d'Appony est confirmée.

— Le Gouvernement a retiré de la Banque 15 millions pour les besoins urgents de l'armée d'Italie.

— M. Emile Girardin occupait à la séance d'ouverture une place modeste dans la tribune des journalistes. M. Girardin avait l'air passablement attristé de n'avoir pu obtenir du peuple la satisfaction de s'asseoir à côté de M. Barrot.

Il s'est entretenu quelque temps avec Sobrier, le républicain aux franchises allures, qui était considéré comme un événement par la plupart des rédacteurs représentants des vieux journaux. Nous devons à la vérité de déclarer que le rédacteur de la Commune de Paris a circulé très-librement toute la journée dans l'Assemblée et aux alentours et qu'il n'a dévoré personne.

(L'Esprit du peuple.)

— Parmi tous les bruits plus ou moins malveillants ou ridicules qui ont été répandus sur le Luxembourg, il en est un qui s'attaque particulièrement au citoyen Albert. On a dit que le citoyen Albert n'était pas un ouvrier; que c'était un industriel enrichi; mieux que cela encore, un millionnaire! Rien n'est plus absurde et plus faux.

La plus grande gloire que le citoyen Albert, membre du Gouvernement provisoire, revendique, c'est d'avoir été, c'est d'être encore un ouvrier prêt à reprendre la lime et le marteau. Et pour que personne n'en ignore et ne vienne lui contester, à lui, homme du peuple, son origine et son titre, voici ce qu'il veut que l'on sache : « Albert (Alexandre-Martin), né à Bury (Oise), en 1815, d'un père cultivateur, a commencé son apprentissage chez un de ses oncles, le citoyen Ribou, mécanicien, rue Basse-des-Ursins, n° 21. Depuis, il a parcouru successivement plusieurs ateliers, parmi lesquels il faut citer celui du citoyen Pequeur, mécanicien près le marché Popincourt, et celui du citoyen Margox, rue Ménilmontant, n° 21. »

« Enfin la veille même du jour qui vit triompher la République, le citoyen Albert travaillait, comme mécanicien, dans la fabrique de boutons du citoyen Baptesse, rue de la Muette, n° 16, où se trouvent encore aujourd'hui sa blouse et son pantalon de travail. »

Ces explications simples et précises doivent mettre fin à des insinuations que le citoyen Albert avait dédaignées jusqu'ici, mais dont il ne lui convient pas d'encourager, par son silence, la persistance maligne et imprudente.

(Moniteur universel.)

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fortaux, rue Damiens, 2.

« Ils meurent... Dès lors tout décline;  
« L'argent est devenu seul Dieu.  
« L'étranger nous fouette... on s'incline;  
« C'est l'honneur du juste-milieu!

« Naguère si noble et si brave,  
« La jeunesse se rue au bal :  
« — La patrie a la voix trop grave :  
« Mieux vaut l'archet du carnaval;

« Mieux vaut la polka courtisane  
« Et des parfums dans les cheveux;  
« Mieux encor d'AI la tisane  
« Et les soupers licencieux. —

« Quel dégoût! Débauche et tontine.  
« Mais au cœur de la nation,  
« Michelet et Blanc, Lamartine,  
« Montrent la Révolution

« Toujours grande, juste, sublime,  
« Poursuivant son œuvre à pas lents;  
« Malgré la débauche et le crime,  
« Ouvrant les cœurs aux beaux élans.

## IX.

« Voyez là-bas, voyez ce flot d'idées  
« Montant comme la mer;  
« Confuses, mais à vaincre décidées.  
« Apre, fougueux, amer,

« Frappant l'abus sans aucun armistice,  
« Le flot monte toujours,  
« Laisant au fond ce qui n'est pas justice. —  
« On entrevoit des jours,

« Dans l'avenir, moins nébuleux, moins sombres. —

« Le peuple grandira!  
« Peu d'ans encor, sur un tas de décombrés,  
« La France surgira.

« L'avenir nous prépare  
« La voie et le moyen.  
« Plus fier, l'homme se pare  
« Du nom de citoyen.  
« Salut, philosophie  
« De Jean-Jacques Rousseau!  
« Ton souffle fortifie  
« L'homme encor au berceau.

« Plus de sang ni de larmes.  
« Pour la fraternité  
« L'homme a posé les armes :  
« Il suit l'Egalité.  
« La justice éternelle,  
« Voilée aux mauvais jours,  
« Apparaît solennelle  
« Et nous dit : « A toujours! »

« Accourez, jeunes mères,  
« Avec vos doux enfants :  
« Du pays des chimères  
« Nous rentrons triomphants.  
« Trop longtemps opprimée  
« Sous le bras du plus fort,  
« La femme ranimée,  
« Plus digne, arrive au port.

« Écoutez vos poètes,  
« Ces rois de l'avenir;  
« Ils ont les voix secrètes  
« Que Dieu fit pour bénir.  
« Au généreux qui tombe  
« L'Esprit dresse des autels;  
« C'est par eux que la tombe  
« Nous rend les immortels.

« Reine de l'avenir, ô ma patrie! ô France!  
« Terre du vrai, du juste et du beau, l'espérance  
« Vient s'asseoir, à ta voix, au chevet du malheur  
« Au monde exténué ta seconde chaleur  
« Rend une âme. Affranchi des vieilles tyrannies,  
« L'homme, trouvant par toi ses routes aplanies,  
« Te voit non comme aux temps où le prêtre et les  
« Volaient ta face auguste et la table des lois, rois  
« Mais telle que tu vis dans ta grande pensée,  
« Puissante, noble, juste et désintéressée.  
« Du droit et du devoir suivie, au genre humain,  
« Messagère du ciel, tu présentes la main.  
« Tu viens, au nom de Dieu, purifier la terre,  
« Trop longtemps infectée au souffle délétère  
« Du fanatisme en froc, du despotisme armé,  
« Monstres vomiés chez nous par l'archange abîmé.

« Phare des jours nouveaux, lumineuse espérance,  
« Qui si bien m'annoncez le règne de la France,  
« Mon âme, qui déjà touche à l'éternité,  
« Vous salue et vous aime, ô sainte Égalité! »

Le malade, abattu, garde alors le silence;  
Puis bientôt mollement sa tête se balance;  
Il palissait... Son frère, en pleurant, l'éveilla.

Soudain l'éclair suprême en son regard brilla;  
Il reprit : « Le beau rêve! — Il faut quitter la vie  
« Quand si haute science un instant fut ravie. Dieu.  
« Au ciel. — Va donc, mon âme, et rentre au sein de  
« Frère, ton art est grand! Je meurs en paix. Adieu! »

J. CAHAIGNE

## NOTES.

- (1) Certains inutiles de la Législative.
- (2) 29 juillet 1792.